Hubert Guindon (1929-2002)
sociologue, Université Concordia
(1993)

“Réflexions à la veille de la retraite.
Vie académique
et vie de l’esprit”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Hubert Guindon, "Réflexions à la veille de la retraite : vie académique et vie de l'esprit". Un article publié dans la revue *L'Action Nationale*, Montréal, vol. 83, no 9, novembre 1993, pp. 1215-1231.

[Ce texte a paru dans le premier numéro, septembre 1993, du bulletin d'analyse critique «Intracomm» de l'Université de Sherbrooke.]

M. Hubert Guindon est professeur de sociologie à l'Université Concordia de Montréal.

[Autorisation formelle accordée par la directrice adjointe de la revue L'Action Nationale le 29 mars 2004.]

revue@action-nationale.qc.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 28 mars 2004 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

1. [La disparition de l'intellectuel](#)
2. [Le passé mythique](#)
3. [Richesse et Démocratie scolaire](#)
4. [De Mouvement à Groupe d'intérêt](#)
5. [Les autres fonctions que le savoir](#)
6. [Les complicités tacites: du monde de l'entreprise, de la famille et de l'État](#)
7. [La Vie de l'esprit et le bureaucratisation du savoir](#)

1. La disparition de l'intellectuel

[Retour à la table des matières](#)

Dans un livre intéressant qu'il a intitulé *The Last intellectual*, Russell Jacoby prétend que la génération qui a suivi la seconde guerre mondiale n'a pas produit d'intellectuels et que cette absence coïncide avec la croissance des institutions académiques, le développement des banlieues et la disparition des quartiers bohèmes des centres-villes. De plus, la spécialisation et la bureaucratisation des disciplines académiques coïncident avec la disparition d'une culture publique, d'un public diversement instruit mais qui participait à un monde commun. Le monde académique contemporain est construit d'experts de disciplines éclatées en des spécialisations multiples, chacune d'elles avec ses publications spécifiques sans référence à un monde commun. Depuis 1960 par exemple, la sociologie, nous dit Jacoby (p. 234), a produit mille sociologiques radicaux, mais aucun C. Wright Mills.

Alors que Jacoby, qui n'a pas fait carrière académique, explique la disparition de l'intellectuel par l'effritement d'un monde commun et d'une culture publique, il nous reste à expliquer la disparition de la vie de l'esprit dans la seule institution qui prétend avoir quand même la mission de la nourrir: le monde académique. Je tenterai de cerner le problème en réfléchissant sur la nature de la croissance du monde académique et de ses rapports avec la société.

2. Le passé mythique

[Retour à la table des matières](#)

Le défaut des vieillards à la veille de la retraite c'est de déplorer le maintenant par rapport au jadis. De là à construire un passé mythique où la vitalité de la vie de l'esprit aurait donné naissance à des générations successives d'intellectuels participant tous dans un monde commun, il y a un pas qu'il faut scrupuleusement s'interdire de franchir. Dans ce jadis lointain, il n'y avait pas

d'université à Montréal dans le monde québécois d'expression française. Par surcroît, selon la phrase d'Everett Hughes, le père de la sociologie québécoise contemporaine, «les hérétiques avaient tout un continent pour se réfugier». La vie de l'esprit était, en effet, régie par une tradition qui éliminait du «monde commun» ceux qui ne l'acceptaient pas. Ce monde commun et traditionnel subissait des transformations profondes qui allaient le faire éclater pacifiquement. C'était une révolution dans la conception de soi par l'individu et la collectivité. Penser soi-même pour l'individu, se redéfinir et se gouverner soi-même pour la collectivité. Pour plusieurs, ce moment de notre histoire que l'on a nommé «révolution tranquille» représente une transformation de l'identité québécoise et son accession définitive à la modernité.

Car le fait est que, parallèlement à cette croissance vertigineuse, un ennui grandissant a envahi l'université.

Trente ans plus tard, après le développement remarquable d'un réseau d'universités débordant d'étudiants et d'un corps professoral diversifié et à la page, cet essai se veut une réflexion sur ce qui rend la vie de l'esprit si difficile dans l'université moderne. Car le fait est que, parallèlement à cette croissance vertigineuse, un ennui grandissant a envahi l'université. Cet ennui se fonde sur l'absence de stimulation intellectuelle entre collègues. Parfois, en passant, on s'avoue discrètement cette carence pénible, le plus souvent dans un langage où le cynisme masque la blessure de l'esprit domestiqué par les contraintes de la carrière et des règles du jeu académique.

Il ne faudrait pas, par ailleurs, devenir nostalgique d'un passé mythique, où il y aurait eu une effervescence intellectuelle dans le monde universitaire qui ne se démentait pas. De tels moments de créativité et d'engouements pour la vie de l'esprit n'ont jamais été dus à une structure spécifique de l'université comme organisation. On ne connaît vraiment pas comment créer un climat de vie intellectuelle. On sait encore moins comment le maintenir quand il émerge spontanément et sporadiquement. On connaît un peu mieux, à mon avis, les facteurs qui l'étouffent. C'est sur ceux-ci que va porter ma réflexion.

On ne connaît vraiment pas comment créer un climat de vie intellectuelle.

3. Richesse et Démocratie scolaire

[Retour à la table des matières](#)

On se souvient tous d'un des slogans du début de la révolution tranquille: «Qui s'instruit, s'enrichit». Ce slogan est évidemment peu convaincant aujourd'hui. C'est l'ambivalence d'aujourd'hui qui nous permet de reconnaître le caractère douteux de son contenu à l'époque. D'établir la richesse comme le but de l'instruction ne peut pas ne pas avoir de conséquences sur la place de la vie de l'esprit dans la construction des institutions académiques. En plus d'attribuer une telle finalité à l'université, il fallait la démocratiser en la rendant accessible à tous: c'était la recette de l'enrichissement collectif. En pratique cela a voulu dire que l'université devait ouvrir ses portes presque à tous ceux qui réussissaient à obtenir un diplôme d'études collégiales. Or, au fil des ans je découvris qu'un bon nombre de dossiers de candidats à l'université contenaient un nombre d'échecs et de retraits de cours presque égal au nombre de cours requis pour obtenir ce diplôme. Ça c'est du gaspillage!

John Porter, un des premiers sociologues au Canada à fustiger les gouvernements, au début des années soixante, pour leur faible investissement dans l'éducation supérieure, s'indignait, en fin de carrière, de la baisse des exigences de l'université quant à la performance des étudiants. Lui, comme pour tant d'autres, n'avait pas prévu que la masse des étudiants «non-performants» auraient un poids et un intérêt politiques à minimiser les exigences académiques. Dans son optique, cette démission de l'université avait l'effet d'empêcher ceux qui n'y étaient pas de pouvoir s'y rendre à cause du gaspillage de ressources utilisées à y garder ceux qui devraient en être exclus.

4. De Mouvement à Groupe d'intérêt

[Retour à la table des matières](#)

La révolution étudiante (circa 1966) qui voulait démocratiser le fonctionnement interne de l'université en réclamant des postes pour les étudiants sur tous les comités décisionnels a eu l'effet de donner un pouvoir de négociation

aux organisations étudiantes face aux autorités administratives internes de l'université. En soi, pas d'objection de principe; mais en fait ces organisations sont effectivement devenues les porte-parole des intérêts de la masse des non-performants. Il est d'ailleurs notoire qu'une bonne partie des leaders étudiants font partie des non-performants académiques. Minimiser l'importance de la performance académique, sans être un but avoué ni même conscient, était primordial pour défendre en bonne conscience les intérêts des non-performants.

La performance académique ne fait plus partie de la culture étudiante.

Désormais, depuis un bon bout de temps, la performance académique des étudiants doit rester confidentielle. Voilà un des acquis du mouvement étudiant. Par le fait même la performance académique ne fait plus partie de la culture étudiante. Elle ne devient plus un critère valorisé et valorisant. Loin d'être reconnue et récompensée par l'estime publique, elle reste invisible. De cette façon les non-performants peuvent se permettre non seulement d'évaluer les professeurs mais de poser en critiques écoutés des programmes académiques. L'évaluation des professeurs est donc faite majoritairement par les non-performants et les autorités administratives s'en accommodent. Ces évaluations sont utilisées pour «qualifier» la «qualité» de l'enseignement.

Une telle situation a donné naissance à des comportements désormais institutionnalisés. En gros, disons clairement que les exigences académiques ont baissé et les résultats académiques ont monté. Il y a des variations entre les disciplines mais cette tendance s'est généralisée. La montée des notes coïncide avec la croissance du nombre d'étudiants désireux de poursuivre des études graduées. Il y a vingt-cinq ans, la très grande majorité des étudiants de premier cycle ne songeait pas à poursuivre leurs études au-delà du baccalauréat. La pression sur le corps professoral pour augmenter les notes provient en partie du réseau informel d'interactions qui s'établit entre professeurs et étudiants. Si le professeur n'emboîte pas le pas, il fait face à des sanctions. Soit que les étudiants fuient ses cours ou qu'ils se plaignent à la direction. Dans un cas comme dans l'autre il devient un problème administratif.

L'évaluation des professeurs est donc faite majoritairement par les non-performants.

5. Les autres fonctions que le savoir

[Retour à la table des matières](#)

Ce que j'argumente dans cet essai, c'est que les autres fonctions que le savoir, (ce que la sociologie appelle les «fonctions latentes», priment dans les institutions académiques au point où leur fonction primordiale s'en trouve sérieusement affectée. La démocratisation de l'accès sans le maintien des standards de performance, le triomphe politique des non-performants dans le corps étudiant, l'exclusion du savoir comme critère d'appartenance à la culture étudiante, les complicités tacites du corps professoral et de l'administration académique dans cette évolution, voilà autant de pistes d'analyse que je viens de souligner, mais il y en a d'autres peut-être encore plus importantes.

Il serait, en effet, inexact de faire porter le fardeau des problèmes de l'université contemporaine sur le dos du corps étudiant. Les désincitations à la performance académique proviennent de plusieurs sources extérieures à la structure interne de l'université. La culture étudiante dont je viens de faire état est elle-même la conséquence d'incitations externes à l'université. Je m'explique.

Il n'était pas rare avant la révolution tranquille de voir le professeur à l'université enseigner une vingtaine d'heures par semaine en quatre ou cinq matières. Pour l'étudiant le nombre d'heures de cours pouvait facilement dépasser les 30 heures par semaine. Dans ce modèle, évidemment, les notes de cours plutôt que la recherche et les lectures personnelles deviennent la base du savoir. Depuis la révolution tranquille tant les professeurs que les étudiants jouissent de plus en plus de temps discrétionnaire. Ces espaces de temps qui échappent aux contraintes de la vie quotidienne peuvent devenir les lieux de la pensée. Ces espaces de temps, pour une dizaine d'années, ont permis de développer des programmes para-académiques où professeurs et conférenciers d'ailleurs venaient compléter la formation académique locale. Ces forums, conférences, séminaires, etc., élargissaient le contenu pédagogique des disciplines. Depuis une demi-douzaine d'années, le comportement étudiant s'est radicalement transformé. Ces conférences, si elles n'ont pas lieu dans le cadre d'un cours, risque d'être si peu achalandée que c'en est gênant. Voici un exemple.

Ces conférences, si elles n'ont pas lieu dans le cadre d'un cours, risquent d'être si peu achalandées que c'en est gênant.

Madame Monique Bégin, qui venait de quitter la vie politique après avoir été Ministre de la Santé pendant une dizaine d'années, accepte de prononcer une conférence à nos étudiants. Sur une centaine d'étudiants de l'École, huit seulement se sont rendus à la conférence. La vingtaine d'autres étudiants présents venaient d'ailleurs.

Par surcroît j'apprends le lendemain que, la semaine précédente, sur quatorze étudiants inscrits à des heures précises pour un exercice de simulation d'entrevues d'embauche, une seule étudiante s'y présente et aucun étudiant ne s'excuse de son absence. Cette goutte fit déborder le verre. Je convoque une assemblée spéciale de tous les étudiants et étant donné mon humeur massacrante, on se donne le mot d'ordre d'y assister. Après avoir longuement donné libre cours à mon indignation, un étudiant des forces armées me fait le commentaire suivant, pendant la période de questions; «Sir, you are competing for my free time». Insulté, je le comblai d'injures.

Quelques semaines plus tard, je compris que cet étudiant, loin de vouloir m'insulter, faisait une observation, quant à lui, purement empirique. Je m'explique. Dans un séminaire que je dirigeais, un groupe d'étudiants choisit le thème de la syndicalisation des employés à temps partiel. Après avoir entendu un panel d'ouvriers qui avaient réussi à syndicaliser les employés à temps partiel d'un Holiday Inn, ce groupe d'étudiants décide, pour la réunion suivante, de recueillir sur ce sujet les commentaires de leur confrères travaillant à temps partiel. Quelle ne fut pas ma surprise de découvrir que sur 30 étudiants inscrits au cours, 27 travaillaient à temps partiel entre 15 et 20 heures par semaine. Alors je compris ce que voulait dire cet étudiant: «mon-sieur, vous êtes en concurrence pour mon temps libre».

Il n'y a plus que des étudiants à temps partiel.

Je compris soudainement la nouvelle réalité. La distinction bureaucratique entre «étudiants à plein temps» et «étudiants à temps partiel» était devenue une pure fiction. Il n'y a plus que des étudiants à temps partiel: ceux qui travaillent 20 heures par semaine et ceux qui en travaillent 40. Ce deuxième groupe que l'on appelait jadis les étudiants du soir échelonnaient leurs études

sur un bon nombre d'années. Le premier groupe n'entend pas les choses de la même manière. Il entend terminer ses études dans les mêmes délais prévus à l'époque pour les étudiants à plein temps.

Dans une telle conjoncture, il aurait fallu repenser ce que doit être la charge normale de cours. Ceci ne s'est pas fait et la réalité est que même si l'étudiant travaille à temps partiel, il conserve sa pleine charge de cours. Le système de prêts et bourses, d'ailleurs, le contraint à prendre au moins 4 cours pour rester éligible aux subventions. La conséquence pratique de cette nouvelle réalité c'est que l'étudiant a vingt heures de moins par semaine à consacrer en totalité ou en partie à ses études. C'est un désinvestissement majeur dans le savoir qui, à ma connaissance, ne se reflète pas dans la performance académique. L'effet encore plus sérieux, peut-être, c'est l'élimination dans l'agenda des étudiants de ces «espaces de temps» qui peuvent devenir les «lieux» de la pensée.

Il reste à expliquer le silence universel qui entoure ces transformations majeures de la réalité académique. Il faut expliciter ce que j'appelle les complicités tacites du contexte social.

6. Les complicités tacites: du monde de l'entreprise, de la famille et de l'État

[Retour à la table des matières](#)

L'étudiant a vingt heures de moins par semaine à consacrer en totalité ou en partie à ses études.

Le «décrochage scolaire» de n'importe quel niveau d'études est pointé du doigt comme un fléau qui porte atteinte à l'enrichissement de la société, au niveau de vie des individus qui en sont coupables. L'État fait des campagnes de publicité pour enrayer ce «fléau». C'est quasiment pire que la «perte de la vocation» d'autrefois. Jadis, au moins, ce n'était pas tout le monde qui avait la «vocation». Une telle attitude culpabilisante laisse sous-entendre que «tout le monde peut et doit se rendre au moins au baccalauréat, ce qui est évidemment faux. L'incapacité de valoriser les décrocheurs en leur offrant d'autres formes

de qualifications et d'autres valeurs que l'embourgeoisement est une mesure de l'échec de la modernisation.

Ma thèse c'est que le décrochage scolaire honteux est celui qui se passe à l'intérieur des institutions d'enseignement, le décrochage interne, pas celui des individus qui décident de les quitter. La réalité est que l'inscription aux études a acquis depuis la crise économique de 1981-1982 la fonction supplémentaire de remplir les «temps vides» que créent l'absence d'emplois.

Il est clair que la «mobilité sociale» et non le savoir est le mobile qui pousse les étudiants à s'inscrire aux études. Or, les études aujourd'hui ne garantissent pas la mobilité sociale d'autrefois. Le style de vie auquel on aspire et qui était atteignable dans le passé ne peut se maintenir aujourd'hui que par des compromis qui ont tous l'effet de rendre improductives les institutions d'enseignement, de les contourner de leur raison d'être.

L'inscription aux études a acquis la fonction supplémentaire de remplir les «temps vides» que créent l'absence d'emplois

La complicité des entreprises se fonde sur leur politique salariale. Souvent économiquement peu rentables les petites entreprises ne veulent embaucher qu'au salaire minimum. Les grosses entreprises, pour faire face à la concurrence mondiale grandissante et pour affaiblir le pouvoir de négociation des syndicats restructurent l'organisation du travail pour augmenter l'embauche du personnel à temps partiel. Le coût de la main-d'œuvre de ce personnel le plus fréquemment non-syndiqué, donc sans convention collective, s'en trouve réduit et les bénéfices sociaux payables par l'employeur sont réduits à ce qu'exige la loi. Ces conditions nouvelles créent un nouveau marché du travail pour les jeunes qui n'existait pas il y a vingt ans. Cette nouvelle politique d'embauche incite les étudiants au décrochage interne.

La complicité des parents provient du fait qu'en travaillant vingt heures par semaine, les étudiants et étudiantes peuvent défrayer leurs dépenses personnelles. L'accès au marché du travail à temps partiel des femmes et des enfants en âge de travailler sont ce qui a permis, depuis plus d'une douzaine d'années, aux ménages de maintenir le statut social que pouvait financer antérieurement une seule personne salariée. Le travail à temps partiel l'été, puis plus tard à l'année longue, a stabilisé le revenu familial pendant que le revenu individuel n'a pas réussi à se maintenir. Le décrochage interne devient important sinon nécessaire pour maintenir le niveau de vie de la famille. L'utilisation de cette stratégie pour maintenir son statut social est devenue à peu près universelle depuis la récession de 1981-1982. Il est donc empirique-

ment correct de présenter le désinvestissement dans l'éducation comme un phénomène sociétal qui dépasse largement la culture étudiante et les structures internes de l'université.

Le financement des universités est encore basé essentiellement sur le nombre d'étudiants inscrits aux premier, deuxième et troisième cycles.

Le décrochage interne initié par les politiques d'embauche des entreprises, rendu légitime sinon obligatoire pour suppléer à l'économie familiale, est également entériné par l'État. C'est par ses politiques de subventions tant aux universités qu'aux étudiants qui y sont inscrits que l'État se fait le complice de la situation. Tout d'abord, le financement des universités est encore basé essentiellement sur le nombre d'étudiants inscrits aux premier, deuxième et troisième cycles. Cette approche grossièrement démographique est en partie responsable de la répugnance à évincer les non-performants dont la seule présence à l'intérieur de l'université assure une subvention de toute façon. Une politique sévère en ce qui concerne la performance académique forcerait l'université à remplir les rangs laissés vides par les renvois qu'elle aurait effectués sous peine de faire diminuer ses propres budgets. Or, il n'y a pas de pénalité à additionner sans soustraire. Au contraire ce n'est que par l'accroissement que l'on peut assurer la stabilité des budgets.

En ce qui concerne les subventions aux étudiants, les 20 heures de travail à temps partiel rémunéré ne constituent qu'un ajout au système de prêts et bourses. Ceux-ci deviennent une subvention à la consommation et non une incitation à la performance académique. En 1985, à l'occasion de la visite du Ministre de l'enseignement supérieur, à l'époque Monsieur Yves Duhaime, en tournée dans les universités pour annoncer la politique des *subventions structurantes* pour développer l'«excellence», j'avais étonné le ministre en lui disant, à mon tour de parole, de «s'il-vous-plaît donner aux étudiants cent dollars supplémentaires par semaine et de leur interdire de travailler à temps partiel pour éviter le décrochage interne». À ma grande surprise, je fus applaudi par mes collègues autour de la table. J'argumentais qu'il y avait assez de décrocheurs scolaires au niveau secondaire et collégial pour remplir les besoins de ce nouveau marché et d'exiger des étudiants de l'université qu'ils se consacrent à plein temps à leurs études. Suggestion intéressante mais pas politiquement rentable m'avait gentiment dit le ministre.

L'idée saugrenue de permettre aux non-performants des cégeps de rester étudiant en payant une amende laisse entrevoir le mépris inconscient du savoir encore présent dans la réforme Robillard.

7. La Vie de l'esprit et le bureaucratisme du savoir

[Retour à la table des matières](#)

Exiger des étudiants de l'université qu'ils se consacrent à plein temps à leurs études.

J'ai fait allusion à l'ennui des professeurs et de l'anémie de la vie de l'esprit étouffée par le tissu bureaucratique de l'université moderne. Les étudiants non-performants ne s'ennuient plus à l'université: ils sont au travail ou en randonnées. Les étudiants performants s'ennuient des professeurs qu'ils ne rencontrent plus parce qu'ils font autre chose. Parfois ces étudiants les remplacent au premier cycle.

L'ennui du corps professoral est d'une autre nature. C'est l'ennui fondé sur le déséquilibre qui existe entre les exigences bureaucratiques de la vie académique par rapport aux exigences de la vie de l'esprit. Satisfaire celles-là sans celles-ci assure une carrière ininterrompue.

Si la pensée se crée dans la solitude, elle exige pour survivre un auditoire et un monde qui l'encadre et la fait apparaître. Ce monde est ce que l'on appelait jadis sans mépris le «monde académique», cette «tour d'ivoire» en retrait et en marge de la cité, dotée de la «liberté académique» et libérée du poids de l'agir. La bureaucratisme du monde académique a envahi l'espace de la vie de l'esprit qui devait l'habiter et a progressivement contraint le professeur à se transformer en entrepreneur-en-subventions de recherche. Jusqu'en 1970 le rôle du professeur universitaire se limitait à transmettre à la population étudiante le savoir (et les illusions) acquis de sa discipline. Depuis ce temps le développement de la recherche supprime l'enseignement comme préoccupation majeure non seulement chez les administrateurs mais également chez les professeurs; les premiers par préoccupation financière, les seconds par souci de carrière.

Les étudiants performants s'ennuient des professeurs qu'ils ne rencontrent plus parce qu'ils font autre chose.

L'absence de grandes fondations privées pour subventionner la recherche au Canada signifie que la recherche se finance par les deniers publics mais d'une façon bien particulière. Il n'y aura pas pour la recherche comme pour l'enseignement une «masse salariale» dont dispose l'université pour financer les chercheurs et les étudiants en formation. Chaque subvention à la recherche sera octroyée par divers ministères des deux niveaux de gouvernement et le plus souvent par le ministère de l'Éducation ou de l'Enseignement supérieur. Les ministères mettent sur pied des comités d'évaluation pour évaluer les demandes de bourse et attribuer les fonds de recherche. Tout cela constitue une «rationalité bureaucratique» parfaite car elle élimine la décision discrétionnaire des bureaucrates de l'État. Mais si l'on regarde les conséquences de cette approche dans le vécu du corps professoral, on découvre l'effet pervers de cette rationalité sur la vie de l'esprit.

La première conséquence, c'est que la recherche se finance exclusivement par les «subventions de projets» soumis par les professeurs individuellement. Le financement des étudiants en études graduées, au-delà des quelques bourses attribuées par concours, se fera également par le truchement des subventions reçues par les professeurs. Déjà l'on peut apercevoir une première conséquence: le professeur qui n'apporte pas d'eau au moulin», qui se contente de recherche en bibliothèque, d'implication à l'enseignement, se situera entre l'incompétence et l'inefficacité. La vedette deviendra évidemment le professeur, (seul ou en équipe avec un ou deux collègues), qui va chercher des fonds de recherche de façon régulière et les super-vedettes seront ceux ou celles qui vont chercher des gros fonds que l'on nomme maintenant «structurants» et qui facilitent ainsi le financement des étudiants aux deuxième et troisième cycles.

Cette hiérarchie de prestige est fondée sur des critères qui n'ont rien à voir avec la vie de l'esprit mais avec l'entrepreneurship.

La deuxième conséquence, c'est que cette hiérarchie de prestige est fondée sur des critères qui n'ont rien à voir avec la vie de l'esprit mais avec l'entrepreneurship. En fait, plus un professeur ou une équipe de professeurs reçoivent des grosses subventions de recherche, plus ils se transforment en entrepreneur-bureaucrate. Ils doivent annuellement chercher de nouvelles subventions, ce qui exige de remplir des demandes de subventions de façon systématique, ce qui remplit une bonne partie du premier semestre. Ensuite il faut gérer les subventions obtenues et faire rapport aux organismes subventionnaires, ce qui prend une bonne partie du second semestre. La seule façon de circonvier à ces obligations comptables, c'est d'embaucher du personnel rompu à ce métier. En plus il faut diriger les équipes d'étudiants qui exécutent la recherche, du début à la fin du cycle de recherche: choix du problème,

survol de la littérature «scientifique», définition de la méthodologie, mise en place du protocole de recherche, cueillette des données, analyse de celles-ci et écriture de rapports de recherche, et soumission de textes à des revues pour leur publication. Ce long processus est souvent accompagné de roulement de personnel étudiant et il n'est pas rare que ceux qui ont conçu le projet ne sont pas ceux qui l'exécutent et qu'un troisième groupe de personnes soit impliqué dans la rédaction des rapports de recherche. D'entrepreneur en recherches de fonds, le professeur est devenu administrateur, gérant de personnel, agent de relations extérieures et de publicité (congrès, conférences, pèlerinages bureaucratiques), en somme p.d.g. d'une entreprise dont le souci principal doit être d'en assurer la survie. La vie de l'esprit dans une telle conjoncture est totalement absorbée par les exigences bureaucratiques de sa carrière professionnelle. Ces espaces de temps libres qui sont les lieux de la pensée sont éliminés à toute fin pratique pour ceux qui ont la mission de la nourrir.

La vie de l'esprit dans une telle conjoncture est totalement absorbée par les exigences bureaucratiques de sa carrière professionnelle.

Au fil des années, les pratiques bureaucratiques des agences de l'État chargées de la distribution des fonds de recherche se sont transformées. Au début des années soixante, ils donnaient un honoraire *per diem* aux professeurs qu'ils sollicitaient soit pour attribuer les bourses d'études aux étudiants de premier et deuxième cycle, soit pour l'octroi de subventions aux revues scientifiques à J'édition, etc. Durant la décennie suivante, ces «per diem» ont été supprimés. Dans le cas des bourses aux étudiants, le ministère demande aux départements concernés de recruter et désigner un professeur comme représentant aux divers comités de sélection. Évidemment chaque université a un intérêt à recevoir des bourses pour «ses» étudiants. Les professeurs plus vulnérables, parce que sans permanence, sont dans une position difficile pour refuser. De plus ça fait un item au C.V. Ma querelle avec ce processus bureaucratique n'a rien à voir avec la suppression du «per diem» mais a tout à voir avec le processus d'envahissement des espaces libres nécessaires à la vie de l'esprit. Libérés de l'action, les professeurs deviennent assujettis aux besoins de subventionnement pour se maintenir en fonction. C'est là le deuxième effet pervers de la bureaucratisation du savoir.

Le troisième effet pervers de ce modèle de subvention, c'est la politisation de la recherche. Les mouvements sociaux organisés font pression sur les structures politiques en utilisant efficacement les mass média. Les bureaucrates des appareils étatiques s'ajustent à ces pressions organisées en donnant priorité aux thèmes «politiquement chauds» et les professeurs enlignent leurs demandes de subvention en fonction des priorités des bureaucrates de l'État:

bilinguisme et biculturalisme de 1960 à 1970; études ethniques, multiculturalisme, économie politique de 1970 à 1980; environnement, féminisme et peuples autochtones de 1980 à 1990. La règle de la recherche par l'État est malsaine pour la vie de l'esprit.

La règle de la recherche par l'État est malsaine pour la vie de l'esprit.

Le corps professoral est péniblement conscient des actes de soumission bureaucratique qu'il perçoit comme le prix à payer pour faire carrière à l'université. Très affairé à tout sauf à la vie de la pensée, il devient un commis aux écritures. Et il se voit souvent traité comme tel par les bureaucrates à l'interne et à l'externe. Plus souvent qu'autrement, une demande d'évaluation d'un texte ou d'un projet est envoyé au professeur sans préavis, avec une demande d'en faire l'évaluation (gratuitement) et au cas d'un refus, de suggérer quelqu'un d'autre et de renvoyer le texte. De telles mœurs cachent à peine le mépris voilé des petits bureaucrates de l'État. Et, parmi eux, ceux qui sont soucieux de faire correctement les choses, et ils sont très rares, vous offrent parfois d'envoyer une copie de leur lettre de remerciement à la personne en autorité que vous désignerez, ce qui vous fera paraître bon enfant.

L'hégémonie bureaucratique et les mœurs qui la caractérisent se manifestent évidemment à l'intérieur des universités. À l'interne, d'innombrables comités et sous-comités où se jouent de façon voilée la concurrence pour les ressources: postes de professeurs, croissance de budget, etc., absorbent l'énergie et la préoccupation du corps professoral toujours pour le même motif; rendre légitimes les décisions des bureaucrates qui n'ont donc jamais de comptes à rendre.

L'hégémonie bureaucratique et les mœurs qui la caractérisent se manifestent évidemment à l'intérieur des universités.

Jusqu'à la montée de la contestation durant les années soixante, la coutume voulait qu'un jeune professeur obtienne la permanence de la façon suivante: si, après une période d'enseignement de quelques années, les professeurs ayant déjà la permanence ne lui donnaient pas signe de vouloir le garder, le professeur savait qu'il devait chercher ailleurs. Cela ne voulait pas dire qu'il n'était pas compétent mais plus probablement que l'on comptait trouver mieux. Cette forme d'auto-recrutement du corps professoral a été vivement contesté à partir

de 1985. On exigeait des explications car prétendait-on, ne pas retenir un professeur laissait planer des doutes sur sa compétence. Et s'il était compétent, les nouvelles normes exigeaient qu'on lui octroie la permanence. C'était un changement radical. L'élitisme évident des anciennes normes permettait de l'arbitraire, et je n'approuve pas l'arbitraire, mais les nouvelles normes ont également des effets néfastes à long terme. La meilleure façon de diminuer la qualité du corps professoral, c'est de se limiter au critère de «compétence» pour assurer la permanence. Pour maintenir un niveau d'excellence, il faut une politique d'embauche où l'on tente d'embaucher meilleur que soi et non pas quelqu'un qui promet mais que l'on ne croit pas à notre niveau. Dans le premier cas, il n'est pas certain que la qualité se maintiendra; dans le second il est certain que la qualité déclinera.

La bureaucratisation du savoir atteint son apogée lorsque tout le monde publie et que personne ne lit.

Max Weber, le grand théoricien de la bureaucratie, expliquait que la rationalité bureaucratique permettait de régir une clientèle croissante en nombre et d'éliminer l'arbitraire car les employés n'ont plus de décisions discrétionnaires à prendre mais seulement le rôle d'appliquer les normes déjà codifiées. La bureaucratisation des universités a permis de régir des clientèles de plusieurs milliers d'étudiants et de définir des normes et des critères pour l'obtention de la permanence et de promotions du corps professoral. En ce faisant, toutefois, le seul instrument dont l'on se sert est un construit parfaitement ajusté aux décisions bureaucratiques: le C.V. Soigneusement préparé par les individus qui y sont initiés, le C.V. sert à prendre toutes les décisions. Ce qu'il permet surtout, c'est de sauver le temps des personnes impliquées dans ces décisions car toutes ces opérations se font sans que personne n'ait à lire ce qu'ont écrit et publié tant les futurs professeurs que les collègues à l'étape de la permanence ou de la promotion. Pire encore, les collègues d'un même département, dans la même discipline, ne lisent pas réciproquement leurs travaux, n'en discutent pas dans un «monde commun» et lorsqu'ils se lisent, ils le font le plus souvent dans la perspective de les critiquer s'ils ne sont pas de la même «chapelle scientifique». La bureaucratisation du savoir atteint son apogée lorsque tout le monde publie et que personne ne lit.

Fin du texte